LÈSE MAJESTÉ

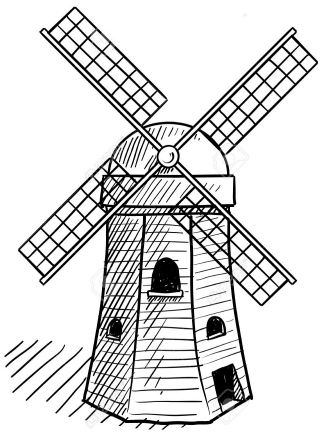
Le Commando Encre en soutien au Commando Farine

Rappel des faits :

Si on croit les journaux, et Johanna Rolland elle-même, la maire de Nantes est une sorte de mère Thérésa qui prête généreusement des gymnases pour mettre des migrant.e.s à l'abri.

Si la mairie de Nantes est très généreuse pour distribuer gymnases et nuits d'hôtel quand les caméras sont là, elle est aussi très forte pour remettre les gens à la rue au fur et à mesure que l'attention médiatique s'éloigne du sujet.

Il faut reconnaître que ces braves gens sont très forts en communication. La métropole nantaise expulse pourtant à tour de bras. La semaine dernière, c'est les habitant.e.s de l'ancien EHPAD de la rue Bréa qui en ont fait les frais. Grâce au coup de baguette magique des communicant.e.s de la ville, l'expulsion est devenue un transfert. Un transfert forcé à grand renfort de police. 60 personnes qui n'étaient pas officiellement recensées comme habitant.e.s sont restées sur le trottoir. Des véhicules de police les ont suivies pour s'assurer qu'elles ne s'installent pas dans un lieu visible, comme le square Daviais par exemple.



Une chose a particulièrement choqué les personnes présentes. Une responsable de France Horizon, l'association qui gérait le lieu pour le compte de la mairie, s'est tournée vers des policiers et leur a désigné un groupe d'exilés qui n'avait pas de titre de séjour, « Ceux-là, vous me les embarquez ». Suite à ça, quatre personnes ont été emmenées au centre de rétention administrative (CRA) de Rennes en attente d'une expulsion.

Loin d'avoir honte, l'équipe municipale socialiste a décidé de venir se pavaner sur le marché deux jours plus tard, avec l'œil frais de celles et ceux qui n'ont pas de problèmes de conscience. Leur volonté déclarée ? Venir à la rencontre des nantais.e.s. Ils et elles n'ont pas été déçu.e.s, un petit groupe de personnes les ont pris à parti et l'un deux a lancé à Johanna Rolland une poignée de farine bien méritée. Cela semble bien peu face aux mépris de ces politicien.ne.s, mais c'est déjà ça !

1. Fort heureusement, ces quatre personnes ont par la suite été rélâchées. Mais le CRA qui était déjà complet a expulsé 4 autres personnes pour leur faire de la place.

Revendication Enfarinage Johanna Rolland

Le commando F.A.R.I.N.E a publié un texte de revendications à l'adresse https://nantes.indymedia.org/articles/42921, le 06/10/2018. Nous le reproduisons ici.

Nous l'état major des forces de la FARINE (Front Amidoné Revolutionnaire Intersectionnel NantaisEs-ExiléEs) revendiquons la frappe chirurgicale BIO™ à l'endroit de la Maire de Nantes Johanna Rolland. Si les différents allergiques au gluten de la scène politique s'en offusquent et parlent de « violences » (nous regrettons l'absence de soutien du camarade-BioCaporal François de Rugy), nous tenons à rassurer tous et toutes que la poudre utilisée pour la projection était bel est biologique. Nous comdamnons l'utilisation du terme de « violences », affirmons que notre action fut montée en réaction à des violences réelles sur les corps et les esprits des ExiléEs NantaisE. En effet ces derniers jours nous avons assisté à plusieurs cas d'emploi de force que nous ne saurions laisser sans conséquences :

- L'expulsion des exiléEs du square Daviais, dont la plupart n'ont pu récuperer leurs affaires, se sont retrouvéEs parquées dans des gymnases, de véritables centre de tri semi-fermés ;
- L'expulsion de l'ancien squat de Bréa pour lequel mairie et préfecture avaient promis un hébergement inconditionnel s'est soldé par : la remise à la rue de dizaines de personnes, un relogement précaire de centaines d'autres, et l'incarcération de 4 personnes en Centre de Rétention Administrative en vue d'une déportation ;
- La traque des personnes n'ayant pas les bons papiers dans le centre ville de Nantes depuis plusieurs semaines par les troupes armées de la préfète Nicole Klein ;
- La traque des personnes à la rue à la recherche d'un square où dormir par la police municipale, nationale et la brigade anti- criminalité à la suite de l'ordre donné par la mairie de barricader le jardin des Fonderies ;
- Le harcèlement de ces mêmes personnes avec vol à répétition par la flicaille de couvertures ;
- La rétention des tentes du camp de Daviais prêtées par des assos et collectifs ;
- La rétention des affaires personnelles des ex-habitantEs de Brea ;
- Les dix expulsions de lieux occupés en dix mois ;
- Les "relogements" précaires à l'autre bout du département, brisant les liens de solidarités développés à Nantes ;

Ne nous laissons plus rouler, mettons toutEs #LaMainàLaPâte

Ouest France, toujours prêt à soutenir les politicien.ne.s

Ouest-France n'a pas mâché ses mots pour voler au secours de notre infortunée maire. En quelques heures, la petite poignée de farine lancée sur Johanna Roland s'est transformé en « agression ». Ouest-France s'est précipité sur les commentaires de quelques internautes pour surfer sur la vague réactionnaire. « Acte puéril, inutile », « lâcheté », « indigne » voilà ce que le journal a retenu. En tant que maire de Nantes, Johanna Roland est responsable de l'expulsion de plusieurs centaines de personnes tous les ans. En tant que maire, ne dispose-t-elle pas de moyens suffisants pour loger toutes les personnes à la rue ?

Lâche ? Inutile ? Peut-être que l'on peut convenir que face aux expulseurs, l'enfarinage semble insuffisant et dérisoire ... Si le fameux commando Farine avait débarqué au domicile de Johanna Roland, avait saccagé ses meubles et l'avait laissée sur le trottoir avec trois valises, peut-être qu'elle aurait enfin compris ce que c'est que de se faire expulser. Voilà ce qui aurait été utile et courageux.

Nos revendications

- L'abandon des poursuites à l'encontre des participant.e.s au « Commando Farine »
- Le gel des expulsions locatives
- L'arrêt des expulsions du territoire français.
- La reconnaissance publique par Johanna Roland des privilèges qu'elle contribue à attribuer aux français blancs riches au détriment des étranger.e.s pauvres et non blancs et de son rôle désastreux dans la gestion de la vie de d'autres êtres humains.
- La cession par Johanna Roland de son domicile personnel à des exilé.e.s sans logement afin de faire l'expérience par elle-même de la vie à Nantes sans logement (et ce pendant une période au moins égale à cinq mois)
- La réalisation par Johanna Roland d'une vidéo où elle se jette de la farine toute seule. La vidéo devra faire entre cinq et sept minutes, être postée sur Youtube et faire l'objet d'une publicité dans la presse locale et nationale.
- La rédaction par François de Rugy, Laurence Garnier et Valérie Oppelt, d'un communiqué de soutien à chaque fois que quelqu'un.e se fait licencier, emprisonner, tuer par la police, expulser, arnaquer par sa compagnie d'assurance, taper par la police, violer, garder à vue, ou subit du racisme.
- Le changement du nom de la place de la Petite Hollande en « place du Commando Farine »

Cette liste ne constitue que nos revendications les plus urgentes liées à cette affaire, d'autres revendications suivront une fois que celles-ci auront obtenue satisfaction.

Crime de lèse-majesté

La mairie, la préfecture et les médias se sont emparés de l'affaire. Un outrage à sa Majesté Johanna Roland devient vite une question d'intérêt national. La semaine suivant les faits, les flics ont débarqué dans un lieu collectif connu pour soutenir les exilé.e.s, dans l'espoir de pouvoir arrêter l'ennemi municipal numéro 1. Une fiche de recherche a d'ailleurs été rédigée à son encontre. Mardi 9 octobre, après la manifestation syndicale contre Macron, une femme de 20 ans a été suivie par la police. Elle a été saisie à la gorge, traînée en dehors du bar où elle se trouvait puis embarquée au commissariat, soupçonnée d'être présente aux côtés des enfarineur-euses. Elle est restée enfermée jusqu'au lendemain, puis relâchée sans suite. Le jour d'après, elle a de nouveau été placée en garde à vue 24 heures et amenée au tribunal, avec une autre personne qui, recherchée, s'était livrée à la police. Ces deux personnes ont été placées sous contrôle judiciaire en attendant leurs procès, le mois prochain.

Dans la peau de Johanna Roland

C'est probablement horrible pour Johanna Roland de recevoir une poignée de farine à la figure. Essayez un peu de vous mettre à sa place. Il ne lui est probablement jamais arrivé de se faire matraquer par des policiers. Elle n'a peut-être pas grandi avec des huissiers qui sonnaient chez elle, en tout cas, pas sans avoir été invités. C'est même possible qu'elle ait toujours eu des sous qui lui restaient à la fin du mois. Quand les flics la contrôlent, si jamais ça arrive, ils ne la plaquent pas sur le capot de leur voiture pour une palpation de sécurité. Si elle sortait un peu de son milieu social, elle saurait que ça arrive tous les jours, en particulier à des gens qui ne sont pas blancs, même sans qu'ils n'aient rien fait d'illégal (J'dis ça, c'est pour celles et ceux qui ont la chance de pas être au courant, d'autres ont appris ça très tôt). S'est-elle déjà fait licencier ? Sa page Wikipédia n'en parle pas. Pas étonnant alors qu'une simple poignée de farine lui semble la chose la plus violente au monde.

Réactions (sic)

François De Rugy, ministre de l'écologie.
Celui-là, il ne perd jamais une occasion de se révolter contre celles et ceux qui se révoltent. Un patron insulté ? Un ministre bousculé ? Ce don Quichotte est toujours près à voler au secours des riches et des puissant.e.s. *« Il faut condamner ces actes dégradants et violents »*. Croyez-vous qu'il a déjà utilisé cette phrase quand des centaines d'exilé.e.s se sont fait violemment expulser de leurs logements ? Bien sûr que non, pour De Rugy, la violence n'est grave que lorsqu'elle touche l'ego d'un.e camarade politicien.ne !

Laurence Garnier, conseillère municipale de l'opposition
Qu'on soit de droite ou de gauche, ça n'a pas d'importance. La priorité c'est la solidarité entre politicien.ne.s contre la colère de la populace. Elle *« condamne fermement cet acte agressif »*.

Valérie Oppelt, députée LREM
« Les divergences d'opinions doivent rester dans le domaine du débat. » Tout à fait d'accord. Ce n'est pas si grave que certaines personnes pensent qu'il faut expulser les plus pauvres, et virer les exilé.e.s, tant que ça reste un simple débat et que personne ne le fait réellement. Mais qu'est ce qu'on fait quand des gens passent à l'action ?

Nous avons réalisé ce petit journal dans l'urgence pour réagir au mépris des politicien.ne.s. N'hésitez pas à le photocopier pour le distribuer à vos voisin.e.s. Vous pouvez nous faire des retours à farinepartout@riseup.net.
Si on a le temps, on va créer un blog à l'adresse farinepartout.noblogs.org.